Les Décrets Royaux à l’Époque Paléo-Babylonienne, à Propos d’un Ouvrage Récent
par Dominique Charpin (Paris)

L’ouvrage que vient de publier F. R. Kraus sur «les décrets royaux à l’époque paléo-babylonienne» est plus, et autre chose, que la simple réédition «revue et augmentée» du célèbre Edikt (SD V, 1958), à commencer par le plan, entièrement différent. La première partie est consacrée aux édits royaux d’époque paléo-babylonienne connus par des noms d’année ou des mentions du genre warki simdat šarrim: Isin (ch. 2), Larsa (ch. 3), Babylone (ch. 4), autres royaumes babyloniens (ch. 5), Assyrie (ch. 6), et s’achève par des considérations générales sur la terminologie («édits», «lois» etc.). Dans une seconde partie, l’auteur s’attache aux édits des rois de Babylone dont le texte nous est parvenu, plus ou moins complet: celui de Samsuiluna, celui d’un roi non identifié (Ed. X) et celui d’Ammi-šaduqa. Le ch. 8 contient une présentation de ces documents. Les édits de Samsuiluna et de X sont transcrits et traduits au ch. 9, celui d’Ammi-šaduqa au ch. 10; le tout accompagné de photos et de copies cunéiformes. Le reste de la seconde partie (soit les ch. 11 à 16) est consacré à un commentaire précis des 22 paragraphes de l’édit d’Ammi-šaduqa dans l’ordre même où ils se présentent dans le texte. La troisième et dernière partie forme un recueil d’études plus générales: sur le mode de rédaction d’un édit royal (ch. 17); sur le vocabulaire et la terminologie (ch. 18); sur l’étendue du royaume de Babylone et les relations entre «autorités» et «sujets» (ch. 19); sur les tributaires du palais (ch. 20) et sur l’équarrisseur (ch. 21 et 22).

Il n’est pas question ici de passer en revue le détail de cet ouvrage monumental, dû à un des grands maîtres de l’assyriologie; je. On se limitera à deux séries de réflexions: la première porte sur la notion d’andurārum et la seconde sur l’identification du «prototype» des édits des rois de Babylone connus à ce jour.

I. L’andurārum

La nature exacte de la mesure désignée comme andurārum n’a pas encore été élucidée de façon pleinement satisfaisante. Nous commencerons par une analyse sémantique de ce terme, avant de tenter de résoudre le problème de son étymologie.

A) Andurārum = «libération»?

Le problème se pose à propos des §§ 20 et 21 de l’édit d’Ammi-šaduqa, qui forment manifestement un tout. Il y est question de personnes originales de diverses villes et régions ou des membres de leurs familles qui ont été vendus comme esclaves, assujettis ou retenus comme gages. En raison de la mišarum proclamée par le roi, leur andurārum sera effectué: ils seront libérés (wukšur). En revanche, si c’est un de leurs esclaves qui a été vendu, assujetti ou retenu comme gage, son andurārum ne sera pas effectué. Il paraît clair que les §§ 20 et 21 sont rédigés du point de vue du père de famille/propriétaire de l’esclave. Or, si andurārum signifie «libération», on comprend mal la raison d’être du § 21: que l’esclave reçoit la liberté, ou qu’il reste acquis à son nouveau maître, ne pouvant guère importé à celui qui avait dû s’en séparer. Le parallélisme entre les deux paragraphes suggère toutefois une autre alternative: ou l’esclave reste acquis à son nouveau maître (pas d’andurārum), ou il retourne chez l’ancien (andurārum).

Ce problème n’est pas sans rappeler celui des §§ 280 et 281 du Code d’Hammurabi, dont l’unité ne fait aucun doute3:

«soit quelqu’un qui a acheté dans un pays étranger l’esclave de quelqu’un. (Si), une fois qu’il est revenu dans son pays, le maître de l’esclave l’identifie formellement comme son esclave,

(a) – s’il l’esclave est un «fils» du pays, son andurārum sera effectuée sans argent;
(b) – (§ 281) s’il est le «fils» d’un autre pays, l’acheteur déclarera devant le dieu l’argent qu’il a dû verser, le maître de l’esclave donnera au marchand l’argent qu’il a dû verser et (ainsi) il rachètera son esclave».

3) Voir Driver & Miles, The Babylonian Laws I p. 483 et n. 4.
Il me paraît évident que, dans les deux cas, l'ancien maître reprend possession de son esclave ; mais dans le cas (a), il ne doit rien verser au marchand, alors que dans le cas (b), il doit rembourser au marchand le prix auquel celui-ci avait acquis l'esclave. Traduire ici andurârum par « libération » ne saurait donc convenir : il s'agit bien plutôt du « retour à la situation originelle ».

Si l'on transporte ce sens aux §§ 20 et 21 de l'édit, on résout la difficulté signalée plus haut : pour les membres de la famille vendus en esclavage, l'andurârum est le retour à la liberté. Mais pour un esclave ayant appartenu à cette famille,

2 Telle est d'ailleurs la solution retenue par Driver & Miles : « ... here as elsewhere andurârum denotes a release from a dependant position, which in this case is that of a slave in the possession of a dealer. There is no ground whatever for supposing that the word means that the slave is freed from his master, the true owner ; for it is clear that he has identified and claimed him in the same way as the owner has identified and claimed the slave of foreign origin (Bab. Laws I, 485–6). Voir également id., ibid. p. 225 : « the last passage is § 260, which has been misunderstood because the phrase in question has been thought to have the sense of making a slave into a free man whereby the status libertatis is conferred on him. It will, however, be seen that the chief difficulty of this section disappears when an durârum šahānam is understood to mean that the slave is released from the potestas of the dealer who has bought him abroad and returns without payment to the service of his former master. » On remarquera, non sans étonnement, qu'aucune traduction postérieure aux Babylonian Laws n'a tenu compte de cette pertinente analyse. Ainsi, par exemple, dans Le Code de Hammurapi d'A. Finet (Paris, 1973, p. 134), la traduction « leur libération interviendra sans le moindre argent » (§ 280) est accompagnée de ce commentaire : « si un esclave acheté à l'étranger par un marchand est reconnu en Babylone par son ancien propriétaire, si cet esclave est natif de Babylone, la liberté lui est accordée. S'il est étranger, son ancien propriétaire peut le racheter au même prix que l'avait payé le marchand. Le § 281 éclaire le § 280 qui, sans lui, serait équivoque. »

3 L'édit prend soin de le préciser en ajoutant wushîbur, « il est libre ». On voit donc comment se distinguent deux notions qu'on a parfois tendance à confondre : l'andurârum (sum. ama-ar-ĝu) est le « retour au statut d'origine », alors que « libération » se dit wusṣûrum (sum. šu-bar-ra). Toutefois, lorsque l'andurârum porte sur une personne libre à l'origine, le terme peut être employé avec le sens de « libération ». Ainsi, en Abû B. 680, il est question d'une femme originale de l'Idamaraš, qui a été emmenée par les Elamites, puis vendue comme esclave. Elle est retenue par son maître et son andurârum n'a pas été effectuée. Le document emplie clairement ici andurârum au sens de « libération » ; mais son éventuelle andurârum signifierait le retour chez son ancien maître. On doit d'ailleurs noter que l'esclave est expressément décrit comme wusṣûrum, « né à la maison » : le « retour à son statut original » ne pourrait être que le retour au maître chez qui il est né, et non à une liberté qu'il n'a jamais connue.

Dès lors, l'édit prévoyait au § 20 que l'habitant libre des villes et régions mentionnées retrouverait la liberté, de même que sa femme et ses enfants ; en revanche (§ 21), s'il avait vendu un de ses esclaves, celui-ci ne lui serait pas rendu.

Cette traduction de andurârum par « retour au statut antérieur » peut-elle s'appliquer au texte fameux de Astra-basis I 243 ? Dans ce passage du poème, la déesse Mammi, après avoir mêlé l'argile à la chair et au sang du dieu mis à mort, déclare :

« Vous m'avez commandé un travail : je l'ai achevé.
Vous avez abattu un dieu avec son esprit ;
J'ai enlevé votre lourde tâche,
J'ai imposé à l'homme votre corvée.
Vous avez octroyé les cris à l'humanité ;
J'ai dilé le jug, j'ai établi l'andurârum ». 4

A première vue, l'interprétation traditionnelle, qui comprend ici l'andurârum comme la libération de la corvée, paraît juste. Mais en réalité, il s'agit, ici aussi, d'un retour au statut primitif. En effet, à bien examiner le début du poème, on s'aperçoit que les lignes 1 à 6 ne décrivent nullement la situation primordiale, mais l'état d'assujettissement des Igi par les Anunnaki, contre lequel ils se révoltent par la suite ; inâma correspond exactement à la formule « en ce temps-là » de nos contes. De ce fait, les lignes 7–26 constituent une sorte de retour en arrière (« flash back ») 5, rappelant le tirage au sort et la répartition du cosmos entre Anu, Enlil et Énki. C'est seulement après que ceux-ci ont gagné leur domaine respectif que le creusement des cours d'eau est organisé, ce qui nécessite la soumission des Igi à la corvée. 6 L'andurârum c'est après avoir précisé que son statut originel de femme libre (dumu-minus a-īm-lım) a pu être prouvé.


5) Voir d'ailleurs l'emploi des temps dans la traduction Lambert-Millard : « . . . had cast . . . had divided . . . etc ».

6) Aussi faut-il maintenir aux §§ 5–6 la traduction de Lambert-Millard : les Sept grands Anunnaki fai- saient supporter le travail aux Igi » (« the Seven great Annunaki were making the Igi suffer the work »).
opérée par Mammi est donc bien un «retour au statut antérieur», dans lequel les Igigi n’avaient pas encore été contraints au travail par les Anunnaki. La suite du texte montre d’ailleurs clairement que les Igigi n’ont pas été soumis à la corvée de toute éternité, puisqu’ils se révoltent contre leur sort au bout d’un certain nombre d’années (L.37)\textsuperscript{12}. Le discours de Mammi cité plus haut est suivi par deux lignes décrivant l’attitude des dieux:
«Ils écouteront ce qu’elle disait;
Ils revinrent à leur statut antérieur et embrasèrent ses pieds».

Le verbe īdārru (L.245) a été généralement traduit par un verbe de mouvement: «they ran together» (Lambert-Millard), «ils accoururent ensemble» (Labat), «sie (…) liefen überall hin-zu» (von Soden). En réalité, comme nous le verrons plus loin, DRR IV signifie ici «être sujet à une andurārum». Autrement dit, sitôt le discours de Mammi prononcé, l’opération qu’elle énonce devient effective: les dieux reviennent à leur statut primitif, et sont donc de ce fait déchargés de leur corvée\textsuperscript{13}.

La traduction de andurārum par «retour au statut originel» permet également de mieux comprendre l’emploi de ce terme lorsqu’il est question d’une andurārum portant, non sur des personnes, mais sur des terrains: l’andurārum d’un immeuble, c’est son retour à son propriétaire antérieur. Ainsi en est-il dans le difficile document VS 7 n° 156\textsuperscript{14}: «ū é ša 1 ma-na kū-babb[a]r] ād-du-ra-ar bi-t[i]/[t[i]m] šar-ra-um ī-[š]-ku-um-ma ū-te-ra-ni-a-ši «en outre, une maison (valant) 1 mine d’argent, – le roi a établi le retour de la maison, à son statut antérieur et nous (l’) a rendue». Le même sens convient à la clause présente sur des contrats de vente de champ du royaume de Hana (Telqa): «c’est un champ-naZBu₃um qui ne peut être soumis à révendication ni au retour à son ancien propriétaire»\textsuperscript{15}.

Il reste enfin à considérer le cas où l’andurārum porte sur des biens meubles. En Babylone proprement dite, on n’en possède qu’un exemple: la lettre de Šamaš-nasir faisant allusion à une andurārum portant sur des dattes\textsuperscript{16}. La localisation et la situation chronologique de cette lettre peuvent être maintenant précisées: Šamaš-nasir est en effet connu comme l’un des chefs-jardiniers (šandānakkum) responsables des palmeraies royales dans la région du Yahrum inférieur (au sud de Babylone), au début du règne de Samsu-siUna\textsuperscript{17}. En dépit de notre connaissance assez détaillée de la gestion de ces palmeraies, la portée exacte de cette andurārum nous échappe encore. Du moins voit-on qu’une andurārum peut être appliquée de façon sélective: soit géographiquement, lorsqu’elle ne touche que les habitants de certaines villes du royaume (cas des §§ 20–21 de l’édit d’Ammisaduqa), soit économiquement, n’étant valable que pour certaines catégories de biens. Il peut s’agir d’une mesure générale, dans le cas d’un édit de mīšarum, ou d’une mesure individuelle (cf. VS 7 156).

B) Étymologie

L’analyse sémantique qui précéde va nous permettre de renouveler l’approche étymologique du mot andurārum et du numérogramme correspondant.

Le numérogramme, fréquemment utilisé, pour noter l’akkadien andurārum est ama-ar-gi₄. Ce terme est généralement compris comme «retour à la mère». Un tel mot-à-mot convient bien à l’interprétation proposée ci-dessus. Les Babyloniens ignoraient en effet que les hommes naissent libres et égaux. Pour un esclave né d’une mère libre, l’ama-ar-gi₄ sera le retour à la liberté. Mais pour l’esclave né d’une mère esclave (uṣṣu-bitim), l’ama-ar-gi₄ sera le retour au maître chez qui il est né.

Ce terme d’ama-ar-gi₄ pouvait cependant...

\textsuperscript{12} Voir Kraus, SD XI p. 100 et infra.
\textsuperscript{13} TCL 17 14; voir Kraus, SD XI pp. 64–66.
\textsuperscript{14} Voir D. Charpin, BiOr 38, 1981, col. 521 archives A 7.
avoir un sens plus abstrait, s’agissant en parti-
culier de biens et non plus de personnes. Il est
demain que amu a acquis le sens dérivé de
«origine». Ainsi en est-il dans l’épisode de Lugal-
banda:

u₃ ba-zal-zi iti ba-su-su amu ama-bi-ir ba-gi₄
les jours passèrent, les mois s’allongèrent, l’an-
née revint à son point de départ» ¹⁷.

Il en va de même dans l’expression u₃ ama-bi-
še-gi₄-a-sè (OBGT I 816) «jusqu’au coucher du
soleil» (lit. «jusqu’au retour du soleil à son lieu
d’origine») ¹⁸. L’étymologie du sumérogramme
ama-ar-gi₄ confirme donc pleinement les résultats
de l’analyse sémantique: il s’agit du «retour
au statut originel». Il est remarquable que soi-
désignés de la même façon le trajet cyclique du
soleil et le retour des personnes ou des biens à
leur statut initial: comme si une décision du roi
justiciers se transmitted dans le sens même du
cosmos. Il est clair qu’on est ici aux antipodes d’un
quelconque sentiment de «justice sociale» ou
d’une idéologie réformiste.

Le mot akkadien andurârum semble en re-
vanche poser davantage de difficulté. On doit
d’abord souligner que toutes les formes sous
lesquelles ce mot se présente n’ont pas encore été
renommées. A côté de andurârum, addûrârum et
durârum (AHw 50 b), il existe en effet une forme
uddûrârum, attestée actuellement uniquement dans
la région du Moyen-Euphrate.

On trouve tout d’abord à Mari, dans le texte
juridique ARM VIII 33, où il faut lire lignes 13-
14: kù-babbar šu-úd₄-du₃-la*-ra*-ru*-um li-sa-ki-
[i]-ma šu-úl id-d[a-ra-ar] «cet argent, si une udd-
ûrârum est instaurée, ne sera pas soumis à cette
mesure» ¹⁹. La clause signifie manifestement que
le débiteur renonce au bénéfice d’une éventuelle
rémission des dettes. Le texte est daté de l’an 6²°
de Zimri-Lim. La présence d’une telle clause sur
un contrat de ce genre montre que l’on envisa-
geait comme possible la promulgation d’une an-
dûrârum par ce souverain. Les hesitations de
F. R. Kraus sur la réalité d’une telle pratique à
Mari à l’époque de Zimri-Lim (p. 98) peuvent
donc être levées ²⁰.

Cette pratique existait d’ailleurs à Mari avant
même le règne de Zimri-Lim. On retrouve en effet
le terme uddûrârum dans deux textes juridi-
dques encore inédits: ²¹

– kù-babbar la ud-ra-ra-im²² «argent non
sujet à une uddûrârum» (A. 2854); il s’agit d’un
prêt d’argent par Šamaš et (dame) Bêlet-mâmû,
date de l’avénement d’Išar-Lim²³.

– wa-ar-kî ù-du-ra-ra / kù-babbar šu ba-an-ti

¹⁷) Voir la collation de ce texte par J.-M. Durand
dans M.A.R.I. 1, 1982, p. 107, volume paru trop tard
pour être connu de F. R. Kraus, dont on supprimera les
hésitations p. 97.

¹⁸) Peut-être faut-il également verser au dossier de
l’endûrârum à Mari la lettre ARM X 92, selon l’inter-
prétation qu’en a proposée J.-M. Durand dans M.A.R.I.

¹⁹) Ces textes confirment la collation de ARM VIII
33: 13, faite avant que les deux contrats cités ci-
dessous ne soient connus de J.-M. Durand ou de moi-
même.

²⁰) On notera que le même texte utilise le signe UD
avec la valeur phonétique u₃ dans le nom du mois iti
u₃-ra-hi-im. On pourrait donc transcrire kù-babbar la
ud-ra-ra-im (cf. ci-dessous la graphie à-ud-ra ri
M. 11264). Le redoublement du d est cependant assuré
par ARM VIII 33: 13.

²¹) mu iš-ar-li-im a-na ša-ru-ti-im i-ru-bu «année où
Išar-Lim est devenu roi». Il s’agit de la seule attesta-
tion de ce nom d’année signalé par G. Dessin dans
Studia Marianna p. 53 n°4. Une telle formulation pour
un nom d’année d’accèsion au trône est à ma conna-
sance sans parallèle. Ce nom d’année a été diversement
interprété. M. Anbar a proposé de placer ce règne
d’Išar-Lim à la fin de celui de Zimri-Lim (IOS IX,
1979, pp. 5–6), ce que la paléographie exclut: l’écriture
est nettement celle de l’époque de Yahdûn-Lim. On ne
retiendra pas non plus la suggestion de S. Dailey, pour
qui Išar-Lim aurait régné à Mari entre Yasmah-Addu
et Zimri-Lim (Mori et Karana p. XIX), car une telle
hypothèse est historiquement impossible (voir
D. Charpin & J.-M. Durand, La prise du pouvoir par
ils ont(!) reçu l’argent après l’uddurarum (M. 11264); il s’agit d’un prêt d’argent par Itūr-Mer, Šamāš et (dame) Bēlet-mātim, daté de Yahdun-Lim. Cette clause figure avant la liste des témoins. Aucun nom d’année de Yahdun-Lim actuellement connu ne commémore cette mesure royale; on notera qu’il s’agit cette fois d’un événement qui a bel et bien eu lieu, et non d’une simple possibilité contre laquelle le créancier se prémunit.

Le mot uddurarum apparait encore dans une lettre de Sumaila, qui fut gouverneur de Terqa à la fin du règne de Yasmah-Addu; «dis à mon seigneur; ainsi (parle) ton serviteur Sumaila. Depuis trois jours, Samši-Addu réside à Raqqum et voici ce qu’il m’a écrit: je veux [. . .] la tablette de dévolution de l’uddurarum que mon seigneur a délivrée.»

La même forme du mot andurarum se retrouve dans une vente de champ de Terqa, où la clause habituelle est écrite: aša na-a-Z- Bu-ulm ša la ba-ag-ri-im / n la ud-du-[ra-ri-im] «champ – [...], qui ne peut être soumis à revendication ni à uddurarum».

Sans doute faut-il admettre un passage andurarum > uddurarum (assimilation) > uddurarum (apophonie). On considère habituellement que le mot est formé sur la racine DRR préfixée en an-. darurarum signifierait «to become free (of a task), to move about freely, to run off» (CAD D 169). Mais un tel sens de cette racine ne correspond guère à l’analyse sémantique effectuée plus haut et la dérivation darurarum > andurarum doit être remise en cause. darurarum pourrait tout aussi bien être un déminutif sur (an)dururarum, comme l’est dananum sur dinanum. Or la racine DRR fait partie de ces racines à seconde gémène dont le statut est très complexe. On a pu mettre en relation des racines C₃C₂/C₂C₂C₂, ainsi dākwum »tuer« avec dākākum »broyer« etc. Des lors, on peut proposer que (an)dururarum soit construit sur la même racine dār »statut, état (au sens où l’employait la France d’Ancien Régime). Une telle dérivation conviendrait parfaitement avec le sens «retour au statut originel» dégagé plus haut. L’andurarum se définit donc comme le retour d’une personne ou d’un bien à son état d’origine (darum), qu’il avait dû quitter «accidentellement» (vante, gage etc.) Le verbe darurarum signifie «effectuer une andurarum» et n’a acquis le sens de «se mouvoir librement» que secondairement.

Je terminerai cet aperçu – nullement exhaustif – par l’examen des verbes employés avec andurarum comme objet. Il s’agit en règle générale de šekanum, sauf dans un passage fameux d’une lettre de Mari, où l’on trouve à deux reprises l’expression andurarum waššarum. G. Dossin avait traduit l’expression par «libérer de ses dettes», mais F. R. Kraus est à juste titre plus circonspect. Vu l’importance de la question, je donnerai ici une traduction complète du passage: «autre chose. Voici ce que dit Šamāš: «Hammurabi, le roi de Kurda, t’a dit des mensonges et sa main est disposée vers ailleurs. Ta main s’emparera de lui et tu donneras libre cours à une andurarum dans son pays. Or voici que le pays tout entier est remis à tes mains. Lorsque tu t’empareras de la ville, tu donneras libre cours à une andurarum et tu [libéreras(?)] toute la population».

20) A. 5499, dont la transcription m’a été communiquée par J.-M. Durand en avance sur ARM XXVI.
21) Il s’agit ici du chef yannite homonyme du grand roi.
22) Li. 8-9: [rup]-pi i-xi-ik-ti u-du-ra-[ri-im] / [ša be- li] i-xi-ku la-dé-ex [. . .].
23) O. Rouault, SMS 2/79, p. 3 n° 2: 16-17; la référence est à ajouter à SD XI p. 100.
24) Je ne sais comment comprendre nasbhum (cf. SD XI p. 100 note 230), mais ce mot, jusqu’à présent typique des contrats de Hana, est désormais attesté dans un texte juridique de Mari: ku-babar an-né-em iš-šu ili a-na-aq-ba-am iš-šu-ta-salu (ARMT XXII 328 ii: 1-2).
25) Cette expression, tout comme la forme uddurarum, souligne la profonde unité de la région de Mari et du pays de Hana.
26) Le préfixe an- manque dans la forme néoassyrienne du mot, attesté seulement comme dururarum. On rapprochera ce phénomène de dinanum, dont les formes dananum et andanum sont parallèles à dururarum et andurarum.
Pour une enquête de vocabulaire, la question de savoir où cette lettre a été écrite est évidemment cruciale. G. Dossin l’attribue à l’alphabet du dieu Šamaš de Sippar, mais une telle provenance est formellement exclue pour des raisons d’écriture et de syllabaire.


On remarquera d’après cette lettre que l’andururām proclamée par Hammurabi d’Alep lors de son avènement semble avoir été limitée dans son application, puisqu’elle a touché essentiellement les ergastules (neparārum II. 20-21) et la population servile du palais (II. 21-22). Cela est en accord avec ce que la documentation babylonienne nous a déjà montré. Ce que semble réclamer l’envoyé de Zimri-Līm, c’est l’extension de cette mesure aux terres possédées par Gašara dans la région d’Alahtum. Le règlement de l’affaire est donné dans une autre lettre de Šunũhrahahalā, A. 445. Hammurabi y déclare : «au sujet de(s) champ(s) et des maisons que Gašara détient à Alahtum, à propos desquels tu te plaignais, champs et maisons sont affranchis en faveur de mon frère (l. e. Zimri-Līm) » . On peut dire que ce discours d’Hammurabi constitue la proclamation de l’andururām réclamée par Šunũhrahahalā, bien que le mot n’apparaisse pas ici. Dans la lettre A. 3192+ , l’expression andururām wassārum semble avoir le sens de «généraliser l’andururām», par opposition au simple andururām šakānum qu’on trouve par ailleurs dans le même texte et qui, en toute application ponctuelle. En A. 3192+ , l’expression andururām wassārum apparaît dans la bouche du roi d’Alep; en faire un dialectalisme occidental serait toutefois excessif, dans la mesure où le propos d’Hammurabi est transcrit par Šunũhrahahalā. De même, le message que le dieu Šamaš relatif à l’andururām de Kurda est formulé par un scribe de l’école matriote. Nous avons donc sans doute plutôt affaire à un idiomatisme du moyen Euphrate.

II) L’étendue de la Babylone d’Ammišaduqa et le «prototype» des édits


Babylone, entourée au nord par la conurbation de Sippar, à l’est par Kiš, et au sud par Borsip et Dilbat. Les seuls autres points de documentation à l’époque sont extérieurs au royaume de Babylone: Terqa, capitale du royaume de Hana ainsi que, plus à l’ouest, Alalah. Le problème se pose donc de savoir si les villes et régions citées dans l’édition d’Ammisaduqa faisaient alors partie du royaume de Babylone, comme l’auteur l’avait admis sans discussion dans Edikt. Il convient pour cela de sérer les problèmes: trois contextes différents sont en effet à examiner.


B) Le § 10 est consacré aux allégements consentis par le roi, à l’occasion de la mišarum, aux groupements de marchands (kárâ) de onze villes: Babylone, [ ... ]; Borsip, [ ... ]; Isin, [ ... ]; Larsa, [ ... ]; à Malgâm, [Manskis]um et Situlun. Après


2) Voir pour l’instant M. Anbar, La région au sud du district de Mari, IOS 5, 1975, 1–17 en attendant les données nouvelles fournies par de nombreux inédits de Mari à paraître dans A.E.M. 1 (= ARM XXVI).


5) Finkelstein, JCS 15, 1961, p. 95a qui ajoutait n. 4: «the date of the tablet is lost, but paleographically the period is clearly the Late Old Babylonian».

6) La présence d’un après ga-gr-a est fréquente. On supprimera donc cette référence à Malgâm dans RGTC 3 p. 156 (noter qu’il s’agissait d’une graphie unique!).

7) Le détail des références figure dans mon article de BiOr 38, 1981, 524-8.
repliée en Babylone, comme si Malgūm avait été désertée. L’abandon d’une ville par ses habitants suite à la destruction de ses murailles semble avoir été un phénomène fréquent : qu’on songe simplement au sort de Mari au même moment ou à celui d’Ur et Uruk après l’an 10 de Samsu-iluna (cf. nom de l’an 11).

Sur les huit villes mentionnées dans la liste des kārā du § 10, seules Babylone et Borsipa appartenaient donc encore à la Babylone au début du règne d’Ammišaduqa et il est sûr que Isin, Larsa et sans doute aussi Malgūm n’en faisaient plus partie depuis longtemps. Pourtant, le contenu même de ce paragraphe implique l’appartenance de ces villes au royaume de Babylone. Pour sortir de cette apostrophe, il n’y a qu’une solution : admettre que le texte reflète une situation qui n’est plus actuelle. Cela est tout-à-fait possible, dans la mesure où il apparaît que les édits de mšarum suivaient tous le même modèle : on doit prendre l’habitude, à chaque proclamation d’une mšarum, de recopier textuellement l’édit antérieur.

Une telle façon de voir renverse radicalement les données du problème. Il devient en effet nécessaire – et possible – de situer chronologiquement la période durant laquelle fut rédigé l’édit qui servit de modèle par la suite : c’est l’époque où le royaume de Babylone comprenait effectivement toutes les villes citées au § 10 de l’édit d’Ammišaduqa. La fouille chronologique la plus étroite nous est fournie par Larsa, conquise par Hammurabi en l’an 30 de son règne et perdue par Samsu-iluna en l’an 11 : c’est pendant ce quart de siècle que fut rédigé le premier des édits.

C) L’interprétation que l’on vient de proposer peut être testée par l’examen de la dernière liste de toponymes qui figure aux §§ 20 et 21. Il s’agit des régions ou des villes dont sont originaires les hommes libres bénéficiant d’une andurārum : Numhia, Emuthalum, Idamaras d’une part, Uruk, Isin, Kisurra et Malgūm d’autre part. On retrouve dans cette liste Isin et Malgūm, dont le cas a été examiné plus haut : ces villes ont cessé d’appartenir à la Babylone au plus tard à la fin du règne de Samsu-iluna. La situation d’Uruk nous est également désormais bien connue.

— Noter qu’il n’existe actuellement aucun indice de mouvement de population de Mari vers la Babylone à la suite de l’abandon de la ville.

— Nous ne connaissons que deux paragraphes de l’édit de Samsu-iluna, mais ceux-ci sont mot pour mot identiques au texte qui fut promulgué près d’un siècle plus tard par Ammisaduqa.

Peut-être à la suite d’un raid élamite19, les habitants de cette ville se réfugièrent dans la région de Kiš. Un groupe de treize jardiniers originaires d’Uruk est documenté pendant la deuxième moitié du règne de Samsu-iluna dans la palmeraie du Yahrurum inférieur, soit la région entre Dilbat, Kiš et Marad20. A partir de l’an 1 d’Abiesuh et jusque sous Samsuditana, on connaît d’autre part à Kiš plusieurs familles de prêtres qui assuraient le culte des divinités de leur ville d’origine21. Trois des quatre villes citées dans les §§ 20 et 21 de l’édit d’Ammisaduqa étaient donc depuis près d’un siècle étrangères au royaume de Babylone. En revanche, on sait que les habitants de deux au moins de ces villes (Uruk et Malgūm) s’étaient réfugiés en Babylone. La question est donc de savoir si ces paragraphes concernent les habitants de ces villes en tant qu’elles appartiennent au royaume de Babylone – le cas se ramènera alors à celui qu’on vient d’examiner pour le § 10 ; ou si cette mesure de clémence serait précisément liée au statut de réfugiés des gens énumérés.

On a vu plus haut le sens des §§ 20–21 : les gens originaires des régions et villes énumérées qui ont été vendus comme esclaves, assujettis ou placés en gage sont libérés, ainsi que leurs femmes et leurs enfants. En revanche, on ne leur rend pas les esclaves qui leur avaient appartenu. L’édit n’indique malheureusement pas dans quel contexte (politique et/ou économique) cette mesure de clémence a été prise par le roi, ni pourquoi elle est limitée à un certain nombre de régions et de villes – les deux questions étant bien évidemment liées.

Le type de situation visé par le § 20 me semble illustré par AbB 6 8022 : « une femme libre (ašetí tum), originaire (dumu-munus) de l’Idamaras, les Elamites l’ont emmenée avec (des gens du) pays (mais) sans (?) sa famille. Sa nourrice l’a vendue. Sa ville a prouvé qu’elle était une fille d’homme libre. Mais son maître, qui la possède, n’a pas effectué son andurārum (dans) la ville de Mutlabal et il la retient dans sa maison. (Qu’on lui fasse) droit selon les ordonnances (ktiš šim₄ dātimm) ». Cette femme se trouvait donc esclave en Babylone après avoir été capturée par des Ela-

22) Cela avait déjà été remarqué par H. Klenge, Sklaven aus Idamaras, AO V, 1977, 63–69.
mites et vendue. Le Babyloniens qui l’a achetée refuse de la laisser rentrer chez elle, quoique son statut original de femme libre lui en donne le droit. Ainsi, le § 20 de l’édition semble-t-il avoir eu pour but de soulager les populations de régions victimes de difficultés économiques ou de raids ennemis, mais qui appartiennent toujours au royaume de Babylone, et non d’améliorer la situation de populations réfugiées.

Il semble que le contrat TLB I 215, daté de l’an 19 de Samsuiluna, en fournir la contre-épreuve. On y voit le jardinier Il-bani racheter sa propre fille, comme lui originaire d’Uruk (dumu-munus unu-ga), à une certaine Beltani, moyennant versement d’une rançon (iptirip) de 6 sicles d’argent. L’affaire se passe dans la région de Kiš41, Il-bani, Urukéen exilé à Kiš depuis l’an 11 de Samsuiluna, a donc retrouvé sa fille quelques années plus tard, esclave chez une Babyloniennne, et à dû la racheter. Si le § 20 de l’édition avait été appliqué, son andurarrum aurait dû être effectué sans versement d’argent (cf. supra AbB 6 80). Il semble donc que ce n’est pas une situation de ce genre qui était visée par l’édition.

La question se semble définitivement réglée par un dernier argument. Si la mesure énoncée aux §§ 20–21 de l’édition d’Ammišaduqa visait les réfugiés présents en Babylone, qui avaient dû quitter leur ville d’origine lorsque celle-ci échappa au contrôle babylonien, on ne comprenait pas la présence de ces paragraphes dans l’édition de Samsuiluna42 qui date du début de l’an 8, à un moment où le rétrécissement géographique du royaume de Babylone n’a pas encore commencé43.

Au terme de cette analyse, il apparaît donc que le cas des §§ 20 et 21 est identique à celui du § 10. La mesure énoncée visait des habitants du royaume de Babylone, et l’on continua à recopier la liste des toponymes pendant un siècle sans se soucier de la mettre à jour. Cette absence d’actualisation pourrait être interprétée comme l’indice d’une application de moins en moins effective de la mīšārum sous les successeurs d’Hamurabi. Il me semble qu’il faut plutôt y déceler la volonté de ne pas reconnaître explicitement la progressive diminution territoriale du royaume44.

L’examen des toponymes contenus dans l’édition d’Ammišaduqa conduit donc à une conclusion très nette: il ne peut s’agir que de la copie d’un édit antérieur dont le prototype remonte à la fin du règne d’Hamurabi ou au début de celui de Samsuiluna, époque à laquelle les villes bénéficiaient des mesures prises aux §§ 10, 20 et 21 appartenaient encore toutes au royaume de Babylone. Une telle conclusion peut être confirmée par l’analyse des réalités économiques décrites dans le texte. Ainsi, le schéma du «commerce du palais» qui se dégage du § 11 s’applique mieux à la réalité de l’époque Hammurabi/Samsuiluna qu’à celle connue sous Ammititana/Ammišaduqa45. On ne possède malheureusement pas d’indice qui permette de fixer plus précisément la date de rédaction du «prototype» des édits entre l’année 30 d’Hamurabi (conquête du royaume de Larsa) et l’année 8 de Samsuiluna (premier édit connu). La tentation est grande, toutefois, d’y voir l’oeuvre de celui qui voulut immortaliser la figure de sar mīšārum: il n’est pas interdit de penser qu’un jour sera découvert «ein Edikt des Königs Hammurabi von Babylon» . . .


42) Le fait que la liste des toponymes soit pas conservée dans ce qui subsiste de ce paragraphe de l’édition de Samsuiluna n’a pas d’importance pour le raisonnement que je tiens ici: seul compte le fait que ce paragraphe y figure.

43) La «rebellion» de RIm-Sin II semble dater de la deuxième moitié de l’an 8 de Samsuiluna (Stol, Studies 49–50).

44) En témoigne le titre de «roi de Sumer et d’Akkad» que porte encore Ammititana (Seux, ERAS p. 302), à une époque où Sumer n’est plus compris dans les limites territoriales du royaume de Babylone. Les comparaisons ne manquent pas: on rappellera simplement le cas des rois d’Angleterre, qui ne renoncèrent que très tardivement à faire figurer le titre de duc de Normandie dans leur titulature.


Addendum. H. Hirsch me signale le traitement que Atra-šuisa I 244–245 a reçu de la part de W. L. Moran dans JCS 31, 1979, pp. 99–100 ad Anzu III 109. Les conclusions de Moran et le parallèle avec Anzu III 108–109 sont tout-à-fait convaincants. Mais curieusement, la traduction qui est proposée («The Igiši, or burden free, ran to kiss his feet») mêle les sens traditionnels attribués à dārdārum («to become free of a task, to move about freely, to run off»).